

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 24 MAI 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

EDITORIAL MARTINIQUE LES TRAVAILLEURS DU BATIMENT EN LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les **ouvriers** de Jardin Billard s'opposent aux licenciements qui les menacent. Mercredi, les licenciements du chantier Frantel à Trois-Ilets se sont mis en grève sur les revendications suivantes:

- interdiction des licenciements
- suppression de la politique des contrats de trois mois.
- renvoi des sous-traitants
- paiement des jours de grève.

Les 120 ouvriers du chantier ont créé un Comité contre les licenciements, qui dirige la grève.

Dans la journée du mercredi, deux rencontres ont eu lieu entre le conducteur de travaux et les grévistes. Cela n'a rien donné, sauf une proposition de Jardin Billard de supprimer les contrats de trois mois. Ce qui constitue le premier recul des patrons.

Jeudi, les travailleurs furent assez surpris de voir arriver sur le chantier Tanger accompagné du conducteur de travaux Henry, alors que jusqu'ici le représentant syndical Tanger refusait de soutenir la grève. Une réunion se tint en plein air, devant tous les travailleurs et Henry tenta vainement de convaincre les travailleurs des difficultés de Jardin Billard.

La grève continue en dépit des pressions de toutes sortes. Les travailleurs contrôlent leur propre mouvement.

VERS LA GREVE GENERALE DANS LE BATIMENT

Conscients que la lutte contre les licenciements concerne tous les travailleurs du bâtiment, ceux de Jardin Billard, par l'entremise de leur Comité contre les licenciements (créé en accord avec la décision prise en Assemblée générale du syndicat CGT du bâtiment le jeudi 15 mai) ont appelé tous les travailleurs de la profession à se mettre en grève le lundi 26 mai. Déjà la SEGTA et la Colas sont menacés par les licenciements.

On s'engage donc probablement vers une riposte d'ensemble des travailleurs du bâtiment contre les licenciements.

POUR COMMÉMORER LES MASSACRES
DES 26 - 27 - 28 MAI 1967
TOUS AU MEETING UNITAIRE
MARDI 27 MAI 1975 A 19H30
A LA MUTUALITÉ PAP

26 27 28 MAI 1967
LE COLONIALISME ASSASSINAIT
DES DIZAINES DE TRAVAILLEURS !

Il y a 8 ans, le 26 mai 1967, le pouvoir colonial donnait l'ordre à ses CRS, ses Képis rouges, de tirer sur la population de Pointe-à-Pitre.

Tout avait commencé par une grève des ouvriers du bâtiment qui réclamaient 2% d'augmentation de salaire. Les travailleurs s'étaient réunis aux abords de la Chambre de Commerce et attendaient les résultats des négociations.

L'intransigeance des patrons faisait trainer en longueur ces pourparlers, les travailleurs massés là commençaient à s'impatienter. C'est alors que les forces de répression armées jusqu'aux dents, arrivèrent. Les travailleurs en colère leur jetèrent des pierres et des coques de lambis. Un coup de feu part et tue Jacques Nestor, militant anti-colonialiste. C'est alors que l'élément se déclencha. Les travailleurs aidés de jeunes, de chômeurs, riposteront immédiatement, s'emparant d'armes légères, de fusils de chasse, sabre, couteau et autres moyens de défense. Pendant trois jours et trois nuits, une répression impitoyable s'abattra sur tous ceux qui tenteront de s'opposer aux mercenaires coloniaux assoiffés de sang, tirant à vue et sans sommation sur tous ceux qui se trouvaient sur le passage d'une jeep ou d'une patrouille. On dénombra des dizaines de morts, environ 60, et de blessés. Mais le chiffre officiel annoncé par la radio sera toujours de 7 morts! Pendant trois jours et trois nuits, les rafales d'armes automatiques lourdes se succédèrent sans arrêt dans les rues. Le samedi 27, les jeunes lycéens de Bainbridge étaient descendus dans la rue pour protester et ils s'affrontèrent aux forces de répression qui, encore une fois réprimèrent sauvagement.

Des dizaines d'arrestations s'ensuivirent. De jeunes travailleurs, de jeunes chômeurs, des militants syndicaux, des militants politiques anti-colonialistes connus

se retrouvèrent en prison en Guadeloupe. Des militants du GONG et d'autres organisations anti-colonialistes furent transférés en France, en prison, où leurs camarades militant dans l'émigration vinrent les rejoindre.

Des procès suivirent quelques mois plus tard, où la politique criminelle du pouvoir colonial fut constamment dénoncée, ainsi que la situation générale en Guadeloupe.

Ces 26, 27, et 28 mai 1967, le colonialisme de nouveau montra sa véritable nature. Il noya dans le sang la lutte des travailleurs pour leur dignité, il massacra, tortura, humilia des dizaines d'ouvriers, des jeunes, des intellectuels, dans la lignée de ses massacres d'Indochine, d'Algérie, de Madagascar, dans la lignée de la politique qu'il a toujours suivie pour maintenir sous sa botte les peuples colonisés.

Mais, ces jours là, la conscience de beaucoup de travailleurs guadeloupéens, de la jeunesse a franchi un nouveau pas, car beaucoup savent aujourd'hui que c'est en retournant contre lui les mêmes moyens qu'ils pourront abattre le régime colonial.

Les noms de Nestor, Tidas, Taret et autres victimes de ces journées sanglantes resteront à jamais gravés dans la mémoire de tous ceux qui ont vécu ces événements sanglants.

Le souvenir et la commémoration de ces journées sont pour les révolutionnaires l'occasion non pas de se lamenter, mais de permettre aux travailleurs de mieux comprendre la véritable nature du pouvoir colonial qui les opprime, pour aller plus loin et de mieux se préparer pour les luttes à venir.

*

DES FAITS DIVERS OU DES DRAMES DE LA MISERE

MARIN

UNE FILLETTE S'EMPOISONNE AU PETROLE

Une fillette absorbe du pétrole et meurt pendant qu'on la transporte vers Fort-de-France.

L'enfant âgé de 4 ans a profité de l'inattention de sa mère pour absorber un peu du pétrole que celle-ci mettait dans sa lampe.

Conduite à l'hôpital du Marin, on ne pouvait rien faire pour elle, l'hôpital étant mal équipé! Finalement, elle devait être dirigée vers Fort-de-France.

Trop tard. Elle décéda en chemin.

Encore un drame de la misère. Si des milliers de gens ne vivaient pas dans des cases éclairées au pétrole parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement... Pendant ce temps là, les riches étalent leur vie de luxe, les belles villas s'élevaient au flanc des collines de Fort-de-France.

Il y a trois mois, c'était une vieille femme qui mourrait brûlée dans sa case. Aujourd'hui c'est une enfant qui s'empoisonne et qu'on arrive pas à sauver par manque de moyen. A qui le tour la prochaine fois?

FORT DE FRANCE

AUX ASSISES: MISERE MATERIELLE ET MORALE.

C'est l'époque des procès en assises. Des procès qui mettent en lumière l'état de dénuement matériel et moral dans lequel vivent plus particulièrement les campagnes des Antilles, se succèdent.

Ainsi en est-il de ce procès qui n'est pas rare dans les campagnes.

Govindoorazoo est commandeur sur l'habitation Gradis, appartenant au riche capitaliste Despointes. Il est plus spécialement chargé de tuer les animaux des petites gens du coin, qui se seraient égarés sur l'habitation de Despointes.

Il est connu pour le zèle qu'il met à exécuter sa tâche.

Il abat ainsi le cochon de Godert. La discussion qui s'en suit s'envenime et finalement, de rage et de désespoir face à l'attitude arrogante et méprisante du commandeur, Godert de son couteau blesse gravement le commandeur, qui reste avec le poignet coupé.

Jugement du 21 mai: Godert est condamné à 4 ans de prison, dont 18 mois avec sursis.

De tels faits sont fréquents. Car l'état de misère est tel que les petits paysans n'ont souvent pour vivre que le sursis de ce type d'élevage sommaire. Lorsqu'un gros propriétaire entrave cet élevage, il arrive souvent que la colère des petits paysans éclate, car ils y voient la volonté de les pousser dans leurs derniers retranchements et la marque d'un mépris des riches pour les pauvres qu'ils sont, eux paysans.

*

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51. 728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOU
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.F.
1er supplément au mensuel n° 50

PORTUGAL

VERS L'INTERDICTION DES PARTIS

Des incidents graves viennent d'opposer une fois de plus le Parti Communiste (PCP) et le Parti Socialiste (PS) au Portugal. Les militants du PCP auraient envahi une imprimerie socialiste et saisi des journaux socialistes.

Des militants venus pour mettre fin à l'occupation de leurs locaux, en ont été empêchés par des soldats dépêchés par le MFA.

La situation au Portugal risque bien d'évoluer assez vite dans les jours qui viennent vers un dénouement de la crise politique dans laquelle il se trouve depuis plusieurs mois.

Après les élections les mêmes problèmes restent posés. Verra-t-on le retour des politiciens qui étaient au pouvoir à l'époque de l'ancien dictateur Caetano? Ou bien le Portugal sera-t-il dirigé par un gouvernement radical, décidé à imposer la réalisation d'un programme de réformes destinées à sortir le pays de l'état de pauvreté et de sous-développement dans lequel il se trouve?

Les élections n'ont, sur ce plan là, rien changé. Les partis qui sont sortis vainqueurs de ces élections, en particulier le PS, sont tenus en lisières par le MFA. Celui-ci avait d'ailleurs dès avant le résultat du scrutin annoncé qu'il n'en tiendrait aucun compte. Et c'est bien ce qu'il fait aujourd'hui. Il continue à s'appuyer sur le PCP qui est bien moins représentatif que le PS, sur le plan électoral. Le MFA ne tient en aucune façon à laisser au PS la moindre chance d'avoir un poids gouvernemental en rapport avec son succès aux élections. Cela parce que le mouvement des jeunes officiers radicaux qui composent le MFA ne tient pas à voir revenir sur la scène politique, dans le sillage du PS, les vieux routiers de l'ancien régime qu'il juge incapables de mener à bien les réformes in-

dispensables pour sortir le Portugal de sa situation économique actuelle.

Mais si le MFA s'appuie aujourd'hui sur le PCP pour écarter le PS, il est hors de question qu'il continue à le faire à l'exclusion de toutes les autres formations politiques. Ce qui signifie que le PCP qui continue de soutenir inconditionnellement le MFA et appelle la classe ouvrière à le faire risque demain de connaître le même sort que tout autre parti. Car à la longue le MFA ne se contentera plus de jouer l'un contre l'autre, mais interdira tout simplement tous les partis. Et contre cela, le PCP ne pourra rien car aujourd'hui c'est lui, le meilleur propagandiste du MFA. C'est lui qui contribue à enchaîner la classe ouvrière derrière le MFA.

Quand au PS qui crie à la dictature, il n'offre rien non plus à la classe ouvrière et surtout lui non plus ne l'invite pas à une action autonome. Si pour l'instant il ne s'attaque au MFA qu'indirectement en s'en prenant au PCP, il pourrait s'il avait le soutien d'une partie de l'armée, le faire plus directement. Mais dans ce cas, cela signifierait qu'il accepte le soutien d'une fraction de l'armée qui est à droite du MFA et cela aboutirait à une dictature militaire contre les travailleurs, et là aussi en fait à l'interdiction des partis.

Telle est l'attitude criminelle des deux principaux partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Dans un cas, dictature de style nationaliste-radical, dans l'autre, dictature de droite dont on a l'exemple de ce dont elle est capable au Chili.

Dans les deux cas, c'est la classe ouvrière qui fera les frais et devra compter ses morts.

*

CAPESTERRE

30 EME ANNIVERSAIRE DE LA MUNICIPALITE COMMUNISTE

POINTE A PITRE

APRES LA GREVE DES GARAGES... LICENCIEMENTS

On se souvient de la grève menée le mois dernier par les ouvriers des garages.

Il faut croire que cela n'a pas plu aux patrons de voir les travailleurs se mobiliser et se battre pour améliorer leurs conditions de travail et de vie.

La semaine passée, chez Peugeot, deux travailleurs dont l'un avait été combatif pendant la grève, ont été licenciés.

Hier, chez Renault, même scénario : une menace de licenciement pèse sur un travailleur. Mais ce jour même, les autres travailleurs pour protester arrêtent le travail.

Les travailleurs des garages qui viennent de faire preuve d'une grande combativité ne se laisseront pas marcher sur les pieds par les Audebert, Loret et Cie.

Dans le cadre du 30ème anniversaire de la municipalité communiste de Capesterre, le week-end dernier, il y avait une fête à Brest.

Depuis le vendredi, un grand podium avait été dressé aux "Quatre chemins" de Brest, pour permettre aux élus locaux de prendre la parole. Les gens du quartier étaient présents, discutaient dans les petites boutiques et écoutaient l'orchestre de Gros Kâ qui animait la soirée.

Samedi, vers 19 H, Lacavé, maire de la commune depuis 30 ans vint s'adresser aux travailleurs du quartier. C'est devant environ 200 personnes qu'il fit un historique de la municipalité communiste, insistant tout particulièrement sur les luttes menées dans les années 50... par les communistes de Capesterre.

Mais décidément, l'ambiance n'était pas chaude et les applaudissements avaient bien du mal à démarrer. Les travailleurs et les jeunes présents semblaient se dire "ce temps là est passé depuis longtemps", (le temps des luttes). Car en dehors des périodes électorales ou pré-électorales, ils ne voient guère le PC défendre les intérêts des travailleurs.

En tout cas, le discours de Lacavé était bien loin de provoquer l'enthousiasme d'autant!

*

*

*

*